

**Assemblée générale
Conseil de sécurité**

Distr. générale
26 décembre 2024
Français
Original : arabe

**Assemblée générale
Soixante-dix-neuvième session
Point 34 de l'ordre du jour
La situation au Moyen-Orient**

**Conseil de sécurité
Soixante-dix-neuvième année**

**Lettres identiques datées du 23 décembre 2024, adressées
au Secrétaire général et à la Présidente du Conseil de sécurité
par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente
du Liban auprès de l'Organisation des Nations Unies**

D'ordre du Gouvernement libanais, par la présente, j'appelle votre attention sur la violation par Israël de l'« annonce d'une cessation des hostilités et d'engagements connexes visant à renforcer les arrangements de sécurité et à assurer l'application de la résolution 1701 du Conseil de sécurité », comme suit :

Le Liban s'adresse à l'Organisation des Nations Unies pour protester vivement contre les violations répétées, par Israël, de l'« annonce d'une cessation des hostilités et d'engagements connexes visant à renforcer les arrangements de sécurité et à assurer l'application de la résolution 1701 du Conseil de sécurité », résultat d'efforts soutenus au niveau international et dans laquelle il est précisé que la cessation des hostilités entre le Liban et Israël a pris effet le 27 novembre 2024 à l'aube. Le Liban adhère à cette annonce et y est attaché, mais Israël n'a cessé de la violer. Entre le 27 novembre et le 22 décembre 2024, plus de 816 attaques terrestres et aériennes israéliennes ont été dénombrées, un chiffre accablant qui montre à quel point Israël fait clairement fi des résolutions de l'ONU, du droit international et des efforts de la communauté internationale visant à ce que, concernant le règlement des conflits, la diplomatie prime sur l'emploi de la force.

Ces violations israéliennes répétées mettent en grand péril les efforts internationaux visant à établir la sécurité et la stabilité dans la région, ainsi que l'action menée pour apaiser la situation, éviter l'escalade militaire et ramener le calme dans la région. Israël continue de pilonner les villages libanais frontaliers, de dynamiter les habitations, de détruire les quartiers résidentiels et de bloquer les routes pour tenter d'empêcher les personnes déplacées de rentrer chez elles, ce qui a pour effet direct de retarder la reconstruction et le retour à une vie normale.

En persistant à ne pas respecter la cessation des hostilités annoncée, Israël entrave les efforts que le Liban fait pour appliquer les dispositions de la résolution [1701 \(2006\)](#), notamment le déploiement de l'Armée libanaise dans le sud du pays, et bafoue la volonté de la communauté internationale, fait obstacle aux efforts conjoints



visant à assurer une sécurité durable dans la région et complique davantage la situation de sécurité dans le sud du Liban.

Malgré les destructions et les pertes humaines et matérielles causées par la guerre israélienne contre le Liban, et bien qu'Israël continue de ne pas respecter la cessation des hostilités, le Liban reste déterminé à se conformer aux résolutions internationales et à appliquer les arrangements relatifs à la cessation des hostilités. Le Liban a pleinement donné suite aux appels à l'apaisement lancés par la communauté internationale et continue de faire montre d'une très grande retenue et de coopérer afin d'éviter une nouvelle guerre infernale.

Le Liban apprécie énormément le rôle déterminant que les États-Unis d'Amérique et la France ont joué en soutenant l'annonce, ainsi que les efforts déployés par l'Organisation des Nations Unies et le Conseil de sécurité à l'appui de la mise en œuvre de la résolution [1701 \(2006\)](#) par l'intermédiaire de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL), qui est un pilier essentiel du maintien de la sécurité et de la protection des civils dans le sud du Liban.

Le Liban invite le Conseil de sécurité, notamment les États sous les auspices desquels ces arrangements ont été obtenus, à adopter une position ferme et claire concernant ces violations israéliennes répétées et à s'employer à obliger Israël à respecter les obligations mises à sa charge par la cessation des hostilités annoncée et les résolutions internationales applicables. De même, il demande instamment que soit renforcé l'appui fourni à la FINUL et à l'Armée libanaise afin de garantir la préservation de la souveraineté libanaise et la mise en place de conditions de sécurité qui rendent possible le rétablissement de la stabilité au Liban et le retour à une vie normale dans le sud du pays.

L'attachement du Liban à la légitimité internationale est solide et inébranlable. Le Liban estime que le soutien de l'ONU et de la communauté internationale est le seul moyen d'établir une stabilité durable qui garantisse la sécurité, permette le retour des personnes qui ont dû quitter leur lieu de résidence et assure un avenir stable et sûr à l'ensemble de la région.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 34 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

Le Chargé d'affaires par intérim
(Signé) Hadi **Hachem**
